

Après leur évasion à la prison centrale de Libreville, dimanche dernier

L'un des deux fugitifs tué par la police

Olivier NDEMBI

Libreville/Gabon

LIONEL Angoue, Gabonais comme les cinq autres détenus qui ont tenté de se faire la belle, dimanche dernier, à la prison centrale de Libreville, n'aura pas survécu à ses blessures. Grièvement blessé à la suite d'un échange de tirs nourris avec la police dans la zone des PK, il a rendu l'âme, lundi dernier, à l'hôpital d'instruction des

armées Omar Bongo Ondimba, à Melen.

Il faut dire que depuis quelques heures, les langues commencent enfin à se délier à Gros-Bouquet où, souligne une source bien informée, l'incident s'est produit dimanche en début d'après-midi. Selon toute vraisemblance, celui-ci aurait eu lieu pendant les traditionnelles visites de routine accordées aux parents des détenus. Une dame, F.K.M., présentée comme étant la copine de Lionel Angoue et bénéficiant de la complicité de

quelques matons dont des officiers, aurait réussi à introduire un PA, un pistolet automatique de calibre 9 millimètres ainsi qu'une bombe offensive en jouet, dans la prison. A en croire notre source, Angoue avait planifié de se soustraire du milieu carcéral par le moyen d'intimidation des agents, qu'il réussira d'ailleurs à tenir en respect à l'aide de l'arme et de la "grenade" que la femme lui a apportées, avant de se fondre dans la nature. Cinq autres de ses collègues détenus (Joseph Mboumba,

Idriss Akambia Radiaka, Damien Tchinosore, Raphaël Tchinga et Franck Nziengui) se lancent dans la même aventure.

Mais alors qu'ils tentent de s'évader, quatre d'entre eux sont vite rattrapés par les gardiens de prison avant qu'ils n'aient franchi la barrière. Des affrontements physiques entre matons et prisonniers éclatent, et c'est au cours de ceux-ci que certains d'entre eux se retrouvent avec quelques blessures qui les feront admettre, ce même dimanche, à l'hôpi-

tal militaire, avant leur retour en cellules. Plus chanceux que leurs collègues, Lionel Angoue et Joseph Mboumba réussissent à prendre le large. Mais leur escapade ne sera que de très courte durée, d'autant que le second sera rattrapé par la police, le lendemain peu avant 9 heures, au quartier Cocotiers. Il faudra ensuite attendre près de cinq heures plus tard, dans la zone des PK où la police avait érigé son filet, pour que la présence d'Angoue, activement recherché, se fasse enfin signaler.

Armé de son pistolet, l'homme refuse de se rendre. Un échange de tirs se fait entendre et, quelques minutes après, le fugitif tombe, blessé. Il rendra l'âme à l'hôpital de Melen. Selon nos sources, une enquête a été ouverte à la prison centrale de Libreville. Elle devrait permettre, au cas où elle aboutirait, d'éduquer les autorités sur les mobiles de l'évasion et situer les responsabilités des uns et des autres dans ce nouveau dérapage de l'administration pénitentiaire.

Contrefaçon

L'agent municipal fabriquait de faux documents administratifs

Olivier NDEMBI & B.M.

Libreville/Gabon

Georges Missang, agent au service Transmissions de l'Hôtel de Ville de Libreville, semble-t-il, trônait depuis 13 ans sur un réseau de fabrication de faux. Lundi dernier, il a été placé en détention préventive, en compagnie de son complice, un certain "Maître Obiang".



Photo : DR

Georges Missang, le cerveau présumé du réseau de fabrication de faux documents.

LA fabrication et l'émission de faux documents administratifs publics et privés ont des conséquences négatives. Georges Missang, Gabonais, et un certain Maître Obiang, présenté comme étant un expatrié, viennent de l'apprendre à leurs dépens, pour s'être fait prendre avec un impressionnant arsenal de contrefaçon, comprenant des cachets et timbres de tous les six arrondissements de la capitale, des registres d'état civil pour l'établissement d'actes de naissance, de mariages et de décès, en plus des demandes de fabrication de diplômes, des permis de conduire, etc. Leur portemalheur : la Direction nationale de la carte

d'identité. Mais comment ce réseau a-t-il été démantelé ? Tout part de l'année 2012. Sieur Maître Obiang, qui se présente comme le cousin de Georges Missang, sollicite et obtient de ce dernier l'établissement d'un faux acte de naissance, son parent présumé étant agent municipal, depuis 2002, au service Transmissions, à l'Hôtel de Ville de Libreville. Avec cette pièce d'état civil, Obiang se fait établir une Carte nationale d'identité (CNI) au commissariat de Nkembo, précisément en octobre 2014. Mais comme c'est souvent le cas, les policiers lui délivrent un récépissé pour lui permettre de circuler, en

attendant la sortie du document définitif. Une année passe et l'homme ne voit toujours rien venir. Entre-temps, il fait le pied de grue au commissariat de police jusqu'à ce que, le vendredi 7 novembre dernier, il décide de se rendre au Centre national de production de la CNI, logé dans l'enceinte de l'Ecole nationale de police à Owendo.

Dans sa tête, il est question de demander à ces "fainéants" de policiers pourquoi, depuis plus d'un an, sa carte d'identité ne sort toujours pas. Mais c'était sans compter avec la méticulosité des agents du service concerné, qui commencent par lui exiger



Photo : DR

Maître Obiang, l'homme par qui les malheurs de Missang sont arrivés.

la souche de sa pièce. Ces derniers appellent ensuite l'Hôtel de Ville pour vérifier la conformité du numéro dudit acte de naissance. Ils découvrent, hélas, que ce numéro est attribué à la pièce d'état civil de quelqu'un d'autre. "Cuisiné" alors par les officiers de police judiciaire en service à la Direction nationale de la carte d'identité, Maître Obiang, toute honte bue, passe aux aveux. Ce qui permet aux fins limiers de remonter la filière et, à la suite d'une perquisition au domicile de Georges Missang, ils découvrent "l'usine du faux", où l'agent municipal rangeait tout son matériel servant à fabriquer de



Photo : DR

Les cachets saisis par la police.



Photo : DR

Quelques faux diplômes établis par l'agent municipal.

faux documents administratifs. Interrogé sur la présence de cet arsenal, l'homme déclare s'être lancé dans ce trafic depuis 13 ans, «pour aider» ses "compatriotes"!

Un argument jugé apparemment irrecevable par le parquet de Libreville, qui a décerné aux deux individus, lundi dernier, des mandats de dépôt. En attendant leur jugement.

Accident de la circulation

Un taxi-bus les quatre roues en l'air à l'ex-Sobraga

IMM

Libreville/Gabon

UN taxi-bus immatriculé AF 115 AA, numéro de portière 0025 de la commune d'Owendo, s'est renversé hier, vers 16 heures, à la descente de la ruelle menant vers le siège de l'Union nationale, au quartier Ancienne Sobraga, causant de nombreux blessés parmi les personnes à bord, dont le conducteur lui-même et des élèves. Les victimes ont été transportées d'urgence vers des centres de santé. D'après les témoignages concordants, des freins dé-



Photo : IMM

La position du taxi-bus après la montée ratée de la colline de l'Ancienne-Sobraga.

fectueux seraient à l'origine de cet accident. Le véhicule, qui transportait de nombreux passagers, composés

en grande partie d'élèves, roulait dans le sens UOB-Nkembo. Pour éviter l'embouteillage particulièrement



Photo : IMM

Les sapeurs pompiers sur les lieux, régulant la circulation.

monstre, hier après-midi entre Derrière-la-prison et l'Ancienne RTG, le chauffeur, à la recherche d'un rac-

courci, a choisi d'emprunter la route située à derrière l'ambassade du Cameroun, via le siège de l'Union natio-

nale, pour espérer ressortir au carrefour de l'Ancienne-Sobraga. Mais au beau milieu de la petite colline débouchant sur la grande voie, l'automobile, visiblement victime d'une avarie du système de freinage, a amorcé une descente en roues libres non maîtrisée, culbutant au passage un talus situé à sa droite, avant de se retrouver les quatre roues en l'air.

Les passagers ont été secourus par des passants, heureusement nombreux sur place à ce moment de la journée, sapeurs pompiers et policiers n'ayant pu rallier le lieu de l'accident que pour faire le constat et rétablir à nouveau la circulation.